

N° DP 24/1028

DECISION DU PRESIDENT

CONTRIBUTION FINANCIERE DE LA DIRECTION REGIONALE DE L'ECONOMIE, DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITES (DREETS)- LUTTE CONTRE LA PRECARITE ALIMENTAIRE DANS LE CADRE DU PROJET ALIMENTAIRE DE TERRITOIRE- EXERCICE 2024 - SIGNATURE DE L'AVENANT N°1 DU PROGRAMME "MIEUX MANGER POUR TOUS"

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 Décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/075 du 4 mai 2023 portant élection du Président,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la décision n°19/1216 autorisant la signature de l'Appel à Projet « Programme National d'Alimentation 2019-2020 »,

VU la décision n°23/743 du 08/08/2023 sollicitant une subvention de 150 000 € sur 3 ans dans le cadre de l'appel à projet « Mieux Manger Pour Tous » proposé par le Ministère des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes Handicapées,

VU la décision n°23/1082 du 10/11/2023 portant candidature pour la reconnaissance de niveau 2 du Projet Alimentaire de Territoire Toulon Provence Méditerranée,

VU la décision n°23/1101 du 20/11/2023 modifiant l'article 2 de la DP n° 23/1082 du 10/11/2023 et approuvant la feuille de route du Projet Alimentaire Territorial de la Métropole,

VU la convention pluriannuelle « EJ 2104235480 » de mise en œuvre du Programme « Mieux Manger Pour Tous » signée le 29 novembre 2023 attribuant un montant de 45 000€ à Toulon Provence Méditerranée sur 3 exercices avec 15 000 € pour l'exercice 2023 relatif à la mise en œuvre du volet précarité alimentaire dans le cadre du Projet Alimentaire Territorial de la Métropole,

VU l'avis du Comité de Pilotage du Projet Alimentaire Territorial du 30 novembre 2023, portant sur la mise en œuvre du projet « Mieux Manger Pour Tous »,

VU la lettre du 14 mars 2024 de Monsieur Christophe MIRMAND, Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur notifiant la labellisation niveau 2 du Projet Alimentaire Territorial de la Métropole,

CONSIDERANT que la Métropole a sollicité une subvention de l'Etat d'un montant de 150 000€ sur 3 ans dans le cadre de l'Appel à Projets « Mieux Manger Pour Tous », soit 50 000 € par an, répartis sur 3 projets :

- Création d'une cuisine solidaire – 15 000 € sur l'opération 5214 insertion par l'emploi (article 74718 fonction 424)
- Délivrance d'un chèque alimentaire durable aux bénéficiaires du fond d'aide aux jeunes : 20 000 € sur l'opération 5216 fonds d'aide aux jeunes (article 74718 fonction 424)
- Valorisation de la mission de lutte contre la précarité alimentaire dans le cadre du Projet Alimentaire Territorial de la Métropole – 15 000 € par an sur l'opération 5220 jeunesse - proximité (article 74718 fonction 424),

CONSIDERANT que l'Etat a retenu uniquement le troisième projet proposé, et a attribué une subvention de 15 000 € à la Métropole pour la valorisation de la mission de lutte contre la précarité alimentaire dans le cadre du Projet Alimentaire Territorial,

CONSIDERANT la convention pluriannuelle « EJ 2104235480 » de mise en œuvre du Programme « Mieux Manger Pour Tous » signée le 29 novembre 2023, attribuant un montant de 45 000 € à Toulon Provence Méditerranée sur 3 exercices avec 15 000 € pour l'exercice 2023 relatif à la mise en œuvre du volet précarité alimentaire dans le cadre du Projet Alimentaire Territorial de la Métropole,

CONSIDERANT que la convention pluriannuelle, attribuant les fonds pour l'année 2023, prévoit que les fonds pour 2024 et 2025 soient alloués par avenants en fonction des bilans transmis par la Métropole,

CONSIDERANT que le Projet Alimentaire Territorial de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (PAT TPM) a été labellisé de niveau 2, « PAT en action » par le Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire le 14 mars 2024,

CONSIDERANT que la « lutte contre la précarité alimentaire » est un volet important de la mise en œuvre des PAT de niveau 2 inscrit dans la feuille de route,

CONSIDERANT que la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS PACA), au regard du bilan transmis par TPM, a émis un avis favorable lors du comité des directeurs du 5 novembre 2024 pour l'attribution de 15 000 € au titre de l'année 2024 dans le cadre de l'Appel à Projets « Mieux Manger Pour Tous »,

CONSIDERANT que cette subvention permettra d'apporter des moyens humains complémentaires au chargé de mission Projet Alimentaire Territorial à hauteur de 0,30 % ETP afin de poursuivre la mise en œuvre des actions de lutte contre la précarité alimentaire dans le cadre du PAT, labellisé niveau 2, comme mentionné dans la convention,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle de mise en œuvre du Programme « Mieux Manger Pour Tous » signée le 29 novembre 2023, ci-joint.

ARTICLE 2

DE SIGNER les avenants de la convention pluriannuelle « EJ 2104235480 » de mise en œuvre du Programme « Mieux Manger Pour Tous » du 29 novembre 2023 conformément à son article 5 concernant les modalités de versements de la contribution financière.

ARTICLE 3

DE DIRE que les recettes seront versées sur le Budget Principal 2024 (et suivants), opération 1147, article 74718, fonction 6312.


La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **25 NOV. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



**AVENANT N° 1 DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE
DU PROGRAMME « MIEUX MANGER POUR TOUS »
DU 29/11/2023**

Entre

L'Etat, Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) de Provence-Alpes-Côte d'Azur représentée par Monsieur Sébastien DEBEAUMONT et désignée sous le terme « **l'Administration** », d'une part,

Et

LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, dont le siège social est situé 107 boulevard Henri Fabre – 83000 TOULON, représentée par son représentant dûment mandaté, et désignée sous le terme « **la Collectivité** », d'autre part,

N° SIRET : 248 300 543 00217

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Pour l'année 2024, la contribution financière de l'administration est fixée à hauteur de **15.000€ (quinze mille euros)**

Article 2

La subvention est versée sous réserve de la transmission :

- du compte rendu financier de l'action conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- du bilan des objectifs et indicateurs.

Article 3

La subvention est imputée sur les crédits du programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes », action 14 « Aide alimentaire », code activité 030450141601 « Fonds pour une aide alimentaire durable », compte PCE 6541200000 du budget de la mission « Solidarité, insertion et égalité des chances », pour l'exercice 2024.

Imputation budgétaire :

Centre financier : 0304-DR13-DR13

Code activité : 030450141601

Domaine fonctionnel Associé : 304-14-03

Article 4

La contribution financière est créditée au compte de la Collectivité selon les procédures comptables en vigueur.
Le paiement de cette subvention s'effectue sur le compte bancaire ouvert au nom de :

Domiciliation : Banque de France Toulon

IBAN : FR90 3000 1008 31C8 3300 0000 027

L'ordonnateur de la dépense est la DREETS PACA.

Le comptable assignataire est la DRFIP domiciliée à l'adresse suivante : 16 rue Borde – 13008 MARSEILLE.

Article 5

Les autres clauses de la convention susmentionnée demeurent inchangées.

Pour la Collectivité,

(signature et cachet)

Marseille, le
Pour l'Administration,

Le préfet
Par délégation, le directeur régional de
l'économie, de l'emploi, du travail et des
Solidarités

ANNEXE 1
BUDGET GLOBAL DU PROJET ACTUALISE
Année 2024

CHARGES		PRODUITS	
Charges directes	Montant	Ressources directes	Montant
60 - Achats	0	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats de matières et fournitures		73 - Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures			
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	15000
Autres (spécifier)		Etat : subvention d'exploitation demandée dans le cadre du PMMT	15 000
61 - Services extérieurs	0	et/ou autre : préciser (et/ou ministère, directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page)	
Locations			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux)	
Documentation			
Autres (spécifier)			
62 - Autres services extérieurs	14000	Conseil-s Départemental(aux)	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	14000		
Publicité, publication			
Déplacements, missions		Communes, communautés de communes ou agglomérations :	
Services bancaires, autres			
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc.)	
64 - Charges de personnel	3000	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	3000	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Au (re)établissement publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante	0	75 - Autres produits de gestion courante	0
spécifier		Cotisations	
spécifier		Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
Charges indirectes réparties affectées au projet		Ressources propres affectées au projet	
Charges fixes de fonctionnement		Ressources propres affectées au projet	2000
Frais financiers			
Autres			
TOTAL CHARGES	17000	TOTAL PRODUITS	17000



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES-
CÔTE D'AZUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités**

CONVENTION PLURIANNUELLE DE MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME « MIEUX MANGER POUR TOUS »

Entre

La Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) de Provence-Alpes-Côte d'Azur représentée par Monsieur Jean-Philippe BERLEMONT et désignée sous le terme « l'Administration », d'une part,

Et

LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, dont le siège social est situé 107 boulevard Henri Fabre – 83000 TOULON représentée par son représentant dûment mandaté, et désignée sous le terme « La Métropole », d'autre part,

N° SIRET : 248 300 543 00217

PREAMBULE

La politique de lutte contre la précarité alimentaire a pour objectif de favoriser un accès digne et durable à une alimentation favorable à la santé aux personnes en situation de vulnérabilité économique ou sociale. L'aide alimentaire contribue à la lutte contre la précarité alimentaire.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette politique, le gouvernement a décidé de mobiliser de nouveaux moyens financiers en faveur des plus démunis dédiés au programme « Mieux manger pour tous » (MMPT).

Ce programme s'inscrit dans la continuité de la loi EGALIM du 30 octobre 2018¹, du rapport « *La lutte contre la précarité alimentaire - Evolution du soutien public à une politique sociale, agricole et de santé publique* » publié par l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) en 2019², et des conclusions de la convention citoyenne pour le climat et des travaux du comité de coordination de lutte contre la précarité alimentaire (Cocolupa) qui a pour vocation de coordonner les acteurs et de contribuer à faire évoluer notre modèle français de lutte contre la précarité alimentaire.

Le programme Mieux Manger Pour Tous a pour objectifs essentiels de :

¹ Loi 2018-938 promulguée le 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous

² <https://www.igas.gouv.fr/La-lutte-contre-la-precarite-alimentaire-Evolution-du-soutien-public-Lutte-alimmi>

- Améliorer la qualité nutritionnelle et gustative de l'approvisionnement en denrées de l'aide alimentaire ;
- Réduire l'impact environnemental du système d'aide alimentaire ;
- Permettre le renforcement et l'évolution des dispositifs locaux de lutte contre la précarité alimentaire afin de répondre aux objectifs de la lutte contre la précarité alimentaire et aux objectifs de la politique de l'alimentation.

Le volet local du programme MMPT a pour objectifs de favoriser :

1. Le développement de coopérations entre acteurs et d'alliances locales de solidarité alimentaire « producteurs-associations-collectivité » permettant aux plus modestes l'accès à une alimentation saine et durable ;
2. La participation à des Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) portant des actions concourant à l'accès de tous à une alimentation saine et durable et mobilisant notamment la lutte contre le gaspillage alimentaire ;
3. Le soutien aux expérimentations transformant l'organisation « classique » de la lutte contre la précarité alimentaire incluant les paniers solidaires, les transferts monétaires comme par exemple les chèques « alimentation durable » ;
4. L'amélioration de la couverture des zones blanches ou insuffisamment couvertes de l'aide alimentaire, ainsi que l'amélioration de la couverture des non recours de l'aide alimentaire en favorisant des démarches d'aller vers.

Considérant le projet initié et conçu par la Métropole, conforme à son objet statutaire ;

Considérant le programme budgétaire 304 Inclusion sociale et protection des personnes dans lequel s'inscrit ladite convention ;

Considérant que le projet ci-après présenté par la Métropole participe de cette politique.

Vu la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 ;

Vu le décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement ;

Vu le dossier déposé par la Métropole le 30/06/2023 dans le cadre du programme Mieux manger pour tous.

Vu la délibération n° DP 23/743 du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sollicitant une subvention pour cet appel à projets,

Vu l'avis favorable du comité de sélection régional réuni le 12 septembre 2023.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, la Métropole s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet¹ d'intérêt économique général suivant précisé en annexe I à la présente convention.

L'Administration contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne². Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La convention précise notamment :

- 1° le montant prévisionnel de la contribution de l'Etat au titre du fonctionnement et de l'investissement pour le projet retenu par l'AAP ;
- 2° les modalités de contrôle de l'utilisation des crédits versés à la Métropole ;
- 3° les modalités d'évaluation du projet.

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour trois années (2023 - 2024 - 2025).

ARTICLE 3 - CONDITIONS DE DETERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total éligible du projet sur la durée de la convention est évalué à 45.000€ conformément aux budgets prévisionnels en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet notamment :

- Tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :
 - sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe III ;
 - sont nécessaires à la réalisation du projet ;
 - sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
 - sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
 - sont dépensés par « l'association » ;
 - sont identifiables et contrôlables.

3.4 : Lors de la mise en œuvre du projet, la Métropole peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de ses budgets prévisionnels à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle et que l'intervention de l'Etat ne dépasse le coût du projet au regard du coût total visé à l'article 3.1.

¹ Le « projet » tel que décrit en annexe peut concerner l'ensemble des activités de l'association.

² Relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général.

La Métropole notifie ces modifications à l'administration par écrit dès qu'elle peut les évaluer.

ARTICLE 4 - CONDITIONS DE DETERMINATION DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

4.1 L'Administration contribue financièrement pour un montant prévisionnel de **45.000 €**, établis à la signature de la présente, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 Pour l'année 2023, l'Administration s'engage pour un montant de **15.000 €**.

Pour l'année 2023, elle opère les versements suivants d'un montant total de **15.000€** équivalent à :

- 15.000 €, pour les dépenses de fonctionnement, faisant l'objet d'un versement unique ;

4.3 Pour 2024, le montant prévisionnel des versements de l'administration s'élève :

- 15.000 € pour les dépenses de fonctionnement

4.4 Pour 2025, le montant prévisionnel des versements de l'administration s'élève :

- 15.000 € pour les dépenses de fonctionnement

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1 Pour l'exercice 2023, l'Administration verse 15.000 € à la notification de la convention.

- 15.000 €, représentant 100% des dépenses de fonctionnement de l'année 2023 ;

5.2 Pour l'exercice 2024 et 2025, deuxième et troisième année d'exécution de la présente convention, la contribution financière annuelle de l'Administration sera versée selon la modalité suivante :

- ✓ Le montant prévisionnel sera alloué après analyse des bilans (intermédiaire et annuel) et revu si nécessaire.

5.3 La subvention est imputée sur les crédits du programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes », action 14 « Aide alimentaire », code activité 030450141601 « Fonds pour une aide alimentaire durable », compte PCE 6541200000 du budget de la mission « Solidarité, insertion et égalité des chances », pour l'exercice 2023.

Imputation budgétaire :

Centre financier : 0304-DR13-DR13

Code activité : 030450141601

Domaine fonctionnel Associé : 304-14-03

5.4 La contribution financière est créditée au compte de la métropole selon les procédures comptables en vigueur.

Le paiement de cette subvention s'effectue sur le compte bancaire ouvert au nom de :

Domiciliation : Banque de France Toulon

IBAN : FR90 3000 1008 31C8 3300 0000 027

L'ordonnateur de la dépense est la DREETS PACA.

Le comptable assignataire est la DRFIP domiciliée à l'adresse suivante : 16 rue Borde – 13008 MARSEILLE.

Article 6- CAS SPECIFIQUE DES VERSEMENTS IMPLIQUANT UN REVERSEMENT AUX ASSOCIATIONS CO CONTRACTANTES DU PROJET

A titre exceptionnel, le ministre a autorisé les structures porteuses de projets collectifs à reverser une partie à un ou plusieurs partenaires opérationnels faisant partie de leur consortium en application de l'article 15 du décret-loi du 2 mai 1938 relatif au budget.

En cas de projet porté par plusieurs partenaires et impliquant un reversement de la structure cocontractante du projet global, une convention doit être signée entre la structure cocontractante signataire de la présente convention et chaque partenaire concerné. Celle-ci devra indiquer les montants concernés, les modalités de versement, et les obligations de réalisation de l'objet de la convention et de justification des dépenses devant être présentées à la structure qui bénéficie directement du subventionnement de l'Etat.

ARTICLE 7 - JUSTIFICATIFS

La Métropole s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice le compte rendu financier : Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre l'Administration et la collectivité. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.

ARTICLE 8 - AUTRES ENGAGEMENTS

8.1 La Métropole informe sans délai l'administration de toute nouvelle domiciliation bancaire.

8.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, la Métropole en informe l'Administration sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

8.3 La Métropole s'engage à faire figurer le logo de la DREETS dans tous les documents produits dans le cadre de la convention (publication, communication, information) relevant des objectifs conduits, ainsi que dans tous les lieux où se réaliseront les projets.

8.4 La Métropole attributaire de la subvention est informée du respect des règles de la commande publique dès lors qu'elle remplit les critères de qualification de pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 9 - SANCTIONS

9.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par la Métropole sans l'accord écrit de l'Administration, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par la Métropole et avoir entendu ses représentants.

9.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

9.3 L'Administration informe la Métropole de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 10 – SUIVI et EVALUATION

La Métropole s'engage à fournir tous les semestres la fiche de suivi qui lui sera communiquée par la suite (voir annexe II) et au moins trois mois après le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

La Métropole s'engage à faire partie du Réseau régional de lutte contre la précarité alimentaire.

La Métropole s'engage à associer la DREETS et la DDETS aux comités de pilotage de leur projet qu'elle organisera.

ARTICLE 11 - CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

11.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'Administration. La Métropole s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

11.2 L'Administration contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, l'Administration peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 12 - CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 10 et aux contrôles de l'article 11.

ARTICLE 13 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par l'Administration et la Métropole. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 14 - ANNEXES

Les annexes I, I bis, II et III font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 15 – RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une

lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse⁶.

ARTICLE 16 - RECOURS

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Pour la Métropole

(signature et cachet)

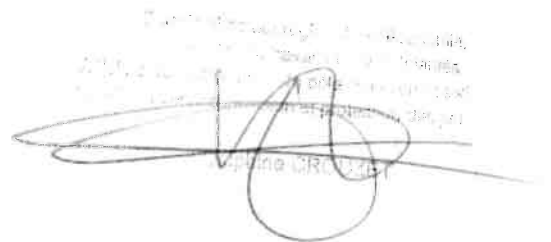


29 10 2020
Le

Pour l'Administration,

Le préfet

Par délégation, le directeur régional de
l'économie, de l'emploi, du travail et des
Solidarités



⁶ La résiliation pour motif d'intérêt général ouvrant droit à indemnité est un principe général du droit des contrats administratifs. Il fait l'objet d'une jurisprudence constante : Conseil d'État du 2 mai 1958, affaire Commune de Magnac-Laval. Elle s'applique d'office sans avoir à la mentionner.

ANNEXE I : LE PROJET

Intitulé du projet : VALORISATION DE LA MISSION DE LUTTE CONTRE LA PRECARITE ALIMENTAIRE

Charges de fonctionnement 2023,2024 et 2025 (coût éligible)	Montant total de la subvention sur la durée de la convention	TOTAL des financements publics affectés au projet sur la durée de la convention
45.000 €	45.000 €	45.000 €

Publics concernés : Bénéficiaires de l'aide alimentaire sur le territoire de la métropole de Toulon.

Territoire(s) concerné(s) : Toulon Provence méditerranée

Axe(s) dans le(s)quel(s) s'inscrit le projet :

- ☐ Axe 1. Le développement d'alliances locales de solidarités entre acteurs de la lutte contre la précarité alimentaire ;
- ☒ Axe 2. La participation à des Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) ;
- ☐ Axe 3. Le soutien aux expérimentations portant la transformation de l'organisation de la lutte contre la précarité alimentaire ;
- ☐ Axe 4. L'amélioration de la couverture des zones blanches

Résumé du projet :

Afin d'animer et de mobiliser les acteurs du PAT sur le volet « Lutte contre la précarité alimentaire » (Ambition 3), la Métropole souhaite renforcer ses moyens humains.

Ces missions pourront être dévolues par l'abondement de moyens humains complémentaires à hauteur d'un 0,30% ETP d'un équivalent cadre A ou B.

Dans le cadre de cet appel à projets il est donc souhaité une demande de financement dans le cadre de cet Appel à projets de 15 000 Euros par an sur 3 ans.

Objectif(s) :

Depuis 2019, la métropole TPM s'est engagée dans l'élaboration d'un Projet Alimentaire Territorial (PAT) reconnu en 2020 par le Ministère de l'Agriculture et labellisé PAT « émergent » de niveau 1 (depuis mai 2021 pour 3 ans) (PAT en construction) et qui tend vers une labellisation de niveau 2 (PAT opérationnel).

La démarche collective impliquant l'ensemble des acteurs de la chaîne alimentaire a permis l'élaboration d'une feuille de route co construite autour de 4 grandes ambitions :

1. Amener le territoire vers plus d'autonomie et de résilience alimentaire par le maintien et l'accroissement des productions vivrières
2. Ancrer une économie circulaire vertueuse territoriale en réduisant et réutilisant les biodéchets notamment
3. Développer une alimentation durable, disponible & accessible au plus grand nombre
4. Co construire un PAT vivant qui s'inscrit dans la durée

Afin d'animer et de mobiliser les acteurs du PAT sur le volet « Lutte contre la précarité alimentaire » (Ambition 3), la Métropole souhaite se renforcer en s'adjoignant les compétences suivantes :

Capacité d'animation du volet « lutte contre la précarité alimentaire » du PAT avec l'ensemble des acteurs

- Travailler en synergie et de manière transversale avec les différents services de la collectivité pour assurer la transversalité et l'articulation du Projet Alimentaire Territorial et des actions avec les autres outils et programmes structurants (Citoyenneté et Proximité et de la direction Habitat et Solidarité, CCAS, etc.)
- Favoriser la mise en lien et la coordination des acteurs locaux de la lutte contre la précarité alimentaire : (organiser des rencontres entre acteurs aux missions similaires ou complémentaires pour des sessions de brainstorming afin d'améliorer les pratiques, mutualiser des ressources, et concevoir des projets communs)
- Réaliser une veille sur la thématique lutte contre la précarité alimentaire et participer aux réunions et journées organisées par les institutions locales et régionales : PAT Varois, CRALIM, COALIM, Regalim, réseau régional des PAT, GT5
- Favoriser la capitalisation des initiatives le transfert de technologie et d'actions à développer diffuser

Alimentation et mise en application du volet « Faciliter l'accès à tous à une alimentation saine et équilibrée » de la feuille de route du PAT

- Mener un diagnostic pour favoriser la visibilité des actions et des sources de denrées alimentaires **en identifiant celles durables dont bio** (cartographie des acteurs sur le territoire : périmètre d'actions, type d'actions, projets ; Diagnostic des exploitations agricoles, et marchés où peuvent être récupérés les invendus alimentaires).
- Sensibiliser les acteurs du territoire : (accompagner sur la mise en place de conventions entre RHD et associations de lutte contre la précarité alimentaire, diffuser les guides sur les lieux d'accueils pour les bénéficiaires afin qu'ils puissent identifier les lieux pouvant les accueillir, réaliser des formations sur la précarité alimentaire auprès des structures, ateliers pédagogiques).
- Faciliter la diversification des sources de denrées alimentaires (organisation de glanages sur les exploitations agricoles, mise en place une plateforme d'échanges pour faciliter la déclaration de surplus alimentaires entre producteurs - structures de restauration collective et associations)

Suivi du volet lutte contre la précarité alimentaire du Projet Alimentaire de Territoire

- Répondre aux Appels à Projets en lien avec la lutte contre la précarité alimentaire (DREETS, DDETS, DRAAF, etc.)
- Rédiger des compte-rendu et notes techniques, organisation logistique, gestion de fichiers de contacts...
- Travailler en étroite collaboration avec le/la chargé/e de mission Projet Alimentaire de Territoire

Ces missions pourront être dévolues par l'abondement de moyens humains **complémentaires non titulaires (CDI, contractuel)** à hauteur d'un 0,30% ETP d'un équivalent cadre A ou B.

Dans le cadre de cet appel à projets il est donc souhaité une demande de financement dans le cadre de cet Appel à projets de 15 000 Euros par an sur 3 ans.

Moyens mis en œuvre :

Pour l'action, Pilotage dans le cadre du PAT avec les instances déjà existantes (chargé de mission du PAT et Responsable du Service Jeunesse et Solidarité Métropolitain
Réalisation de l'action dès janvier 2024

Moyens humains supplémentaires nécessaires estimés à un 0,30% ETP d'un cadre B ou A.

Pour le Programme global,

Un Comité de pilotage sous l'égide d'un Vice Président, composé de :

- Les 2 DGA concernés par la thématique
- 2 associations de lutte contre la précarité
- 2 acteurs locaux du PAT
- La DDEETS

Un comité technique :

- Les 2 Directeurs concernés par la Thématique
- Le Chargé de mission PAT,
- Le Responsable du Service Jeunesse Métropolitain

ANNEXE II

MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation :

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 de la présente est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

La subvention a pour objet de permettre à la métropole de mettre en œuvre le déploiement du projet susmentionné.

Indicateurs quantitatifs

Afin de procéder à l'évaluation des projets, il est demandé de fournir :

Objectif	Indicateur	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
Animer le réseau des acteurs de la lutte contre la précarité	Nombre de participants			
Animer le réseau des acteurs de la lutte contre la précarité	Nombre de réunions			
Animer le réseau des acteurs de la lutte contre la précarité	Nombre de partenariats et de mises en relation effectives et réussies			
Mettre en valeur les productions locales	Diversité et qualité des produits proposés			
Développer des actions	Nombre de réponses aux Appels à projets en lien avec cette thématique			

Toutefois dans les indicateurs quantitatifs, il vous est demandé d'y ajouter sur l'ensemble des actions :

- le type et le volume des produits et leur label (afin de mesurer l'importance des produits durables dont le bio)

Indicateurs qualitatifs :

Concernant les résultats attendus il est souhaité :

- Une animation du volet « Lutte contre la précarité alimentaire du PAT » et le développement des partenariats et actions

Il vous est demandé de proposer pour chaque objectif les actions prioritaires et pour chaque action quelques indicateurs qualitatifs de type :

- diagnostic : la fiche de poste du coordonnateur comprend-elle bien toutes les dimensions dont celle prioritaire de l'amélioration de l'aide alimentaire et l'alimentation saine et durable pour cet AAP ? toutes les structures concernées présentes sur le territoire ont-elles été identifiées ?
quelle analyse en découle sur les publics prioritaires ? lieux ? besoins , goûts ? comment les structures participantes ont-elles ou pas pris en compte les besoins des populations selon les territoires ? quelles enquêtes ?
- étapes de construction : une fois le diagnostic des besoins des personnes en situation de précarité alimentaire effectué, quelle offre est il possible de mettre en place pour répondre à ceux-ci ? lien avec le volet agricole du PAT ? offre de production durable dont bio locale ? ou régionale en lien avec d'autres PAT ou d'autres acteurs identifiés ? autres dispositifs ?

Quel impact l'action du coordonnateur aura-t-elle en matière de coopération, d'interconnaissance, d'appui à la construction de projets ?

La métropole fournira un bilan qualitatif détaillé du projet et de ses impacts. Le projet portant sur la mise en coopération d'acteurs, l'évaluation sera centrée sur les aspects qualitatifs produits, de façon directe et indirecte, par l'organisation de cette coopération.

Sur l'évaluation quantitative, qualitative et d'impact il vous est demandé de fournir à la DREETS et la DDETS, 6 mois après réception des crédits et démarrage de l'action puis avant renouvellement du financement, une fiche récapitulative de l'avancée des actions dont un modèle type vous sera transmis en actualisant à chaque envoi les indicateurs convenus ensemble. Ceux-ci pourront faire l'objet d'échanges lors de vos comités de pilotage dont la date devra être proposée à minima 45 jours avant.



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES-
CÔTE D'AZUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt**

Marseille, le **14 MARS 2024**

SRAL/Pôle politique de l'alimentation

Affaire suivie par : Karine PASCAL-SUISSE

Tél : 07 64 54 18 82

karine.pascal-suisse@agriculture.gouv.fr

Monsieur le Président,

Les Projets alimentaires territoriaux (PAT), tels que définis par l'article L.111-2-2 du code rural et de la pêche maritime, ont un rôle capital pour accélérer la transition agricole et alimentaire dans les territoires, en rapprochant les producteurs, les transformateurs, les distributeurs, les collectivités territoriales et les consommateurs.

Dans le cadre du dispositif mis en place pour soutenir le développement des PAT sur les territoires, le ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire a revu, par instruction du gouvernement DGAL/SDPAL/2020-758 datée du 09 décembre 2020, la procédure de reconnaissance officielle des projets alimentaires territoriaux, en introduisant deux niveaux : niveau 1, pour des PAT émergents, et niveau 2, pour des PAT plus avancés, mettant en œuvre des actions opérationnelles. Cette reconnaissance officielle vise à valoriser les PAT et confère l'autorisation aux porteurs de projet d'utiliser la marque « PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL RECONNU PAR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE » régie par un règlement d'usage, ainsi qu'un logo associé.

Vous avez déposé une demande de reconnaissance officielle de niveau 2 auprès de la DRAAF PACA pour le « Projet Alimentaire Territorial Métropole Toulon Provence Méditerranée » en date du 24 novembre 2023. Une instance multidisciplinaire s'est réunie le 11 décembre 2023 pour évaluer l'éligibilité de ce PAT aux différents critères de labellisation.

Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée

107 boulevard Henri Fabre
83000 TOULON

Ainsi, j'ai le plaisir de vous informer qu'est attribuée au PAT « Projet Alimentaire Territorial Toulon Provence Méditerranée » piloté par la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

132 Boulevard de Paris - CS 70059 - 13331 Marseille Cedex 03 -
Téléphone : 04.13.59.36.77
<http://draaf.paca.agriculture.gouv.fr/>

la reconnaissance officielle de niveau 2 par le ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, et ce pour cinq ans à partir du 24 mars 2024, soit jusqu'au 24 mars 2029.

Le comité de labellisation a souligné le travail de coopération et de concertation des acteurs, la richesse des diagnostics réalisés ainsi que la prise en compte de nouvelles thématiques notamment celle de la précarité alimentaire. Toutefois, la structuration et la priorisation du plan d'actions doivent être travaillées et le volet santé doit être intégré au plan d'actions.

L'autorisation d'utiliser la marque « PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL reconnu par le ministère de l'agriculture », est valable pour cinq ans dès lors que vous vous engagez, en signant la convention d'utilisation, au respect du règlement d'usage. Cette convention est jointe au présent courrier. Je vous invite donc à la retourner signée à la DRAAF : pna.draaf-paca@agriculture.gouv.fr

Je vous encourage à poursuivre la mise en œuvre de ce projet fédérateur, qui contribue à développer des synergies autour de l'alimentation sur les territoires et à améliorer la qualité de l'alimentation pour tous, en vue de maintenir la reconnaissance officielle de niveau 2, lors du renouvellement, dans un délai de cinq ans. A cet égard, un bilan vous sera demandé sur les actions réalisées.

La DRAAF, en concertation avec la DREAL, la DREETS, l'ADEME, l'ARS et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, se tient à votre disposition pour vous accompagner dans cette démarche.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée. *M de vos sentiments M. M. M.*

Le Préfet de la région
Provence-Alpes-Côte d'Azur



Christophe MIRMAND